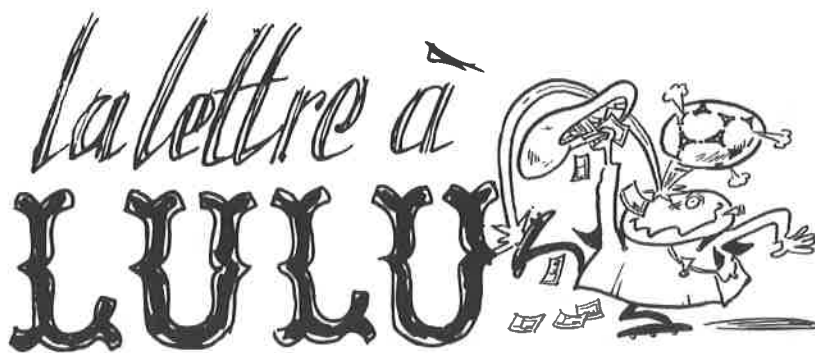




Consultez les numéros précédents de la Lettre à Lulu sur notre site internet : <http://www.mygale.org/04/luluzima>



LE GOUROU BREIZHOUS DES PATRONS P. 10

Les gradins étaient fermés de l'intérieur - Irrégulomadaire satirique n°17 - Avril-Mai 98

COUPE DU MONDE DU FRIC

J'ACCUSE

LE COÛT

Par Émile Zozo

«*Équité et transparence* sont les maîtres mots de l'opération billetterie» clairoonne le CFO (Comité Français d'Organisation) de la coupe du monde. «Opacité et embrouille» auraient sans doute été plus justes, vu la confusion qui règne sur la vente des tickets. S'il n'y a plus, depuis belle lurette, de billets à vendre à leur prix initial, on en trouve très facilement et très officiellement, à un tarif cinq, six, voire dix fois supérieur à leur valeur nominale. Acheter une place pour le match Brésil-Maroc le 16 juin prochain à la Beaujoire ? Aucun problème. Un petit chèque de 2 456 francs à l'ordre de l'agence Take it de Nantes et le tour est joué. Le billet sera adressé fin mai en recommandé par la poste. Même chose pour la finale au stade de France, une place se réserve pour à peine 15 750 francs. Une misère.

«Scandaleux» ont hurlé certains journaux spécialisés, accusant les revendeurs pratiquant de tels tarifs de se comporter en bandits de grands chemins. L'antenne nantaise du CFO est même allée jusqu'à traiter d'escroc la patron de l'agence Take it et à le menacer de le faire embastiller. Les gentils organisateurs ont dû se raviser dès le lendemain et envoyer leurs plus plates excuses au revendeur, après avoir réalisé que leurs propres patrons étaient les vrais auteurs de l'embrouille. Le petit monde du foot a en effet mis au point une technique de génie pour ramasser un maximum de fric, tout en apparaissant comme une organisation philantro-

Les matches de la Coupe du monde surbookés ? Footaise ! Mais les places qui restent coûtent dix fois plus cher. Une embrouille discrètement organisée par les organisateurs.

pe vendant les billets à vil prix pour le plaisir du petit peuple.

Tarififi à la Fifa

En fait, seuls 25% des billets ont été proposés fin 97 au grand public. Tous les autres ont été réservés pour «la grande famille du football» (les licenciés) en 1996, puis répartis entre la FIFA (fédération internationale de football), le CFO et une dizaine de tour-opérateurs chargés de ventiler les tickets dans le monde. La société française Wagonlit a ainsi hérité de 12 000 billets à répartir sur la zone Afrique. Tous ces billets auraient dû s'arracher à l'étranger ces derniers mois. Ils n'ont même pas été mis sur le marché ! Trop peu rentable. Les fédérations qui n'ont pas d'équipe en jeu ont préféré conserver jalousement leur quota et le remettre dans le circuit au bon moment, quand les prix auront suffisamment grimpé. Les tour-opérateurs, de leur côté, ont carrément fait pot commun et centralisé leurs offres pour proposer tous les matches au public occidental et japonais, prêt à payer un maximum pour dégoter des places. La footix-connection ne reste pas les deux pieds dans le même crampon.

Place à l'embrouille !

Aujourd'hui, Wagonlit, agréé comme les autres tour-opérateurs

européens par la FIFA et le CFO, propose ainsi des places pour tous les matches à de petites agences comme Take it, après avoir dopé ses prix, multipliés par cinq. Ces places proviennent de sa dotation initiale destinée à l'Afrique, de la dotation des autres tour-opérateurs, et murmure-t-on de certaines fédérations étrangères, qui préfèrent faire un peu de gras sur leur quota que de les revendre directement à leur public. Les tour-opérateurs pouvant pratiquer les tarifs de leur choix, la manipulation est, au bout du compte, complètement légale. Du vrai marché noir officiel. Pour faire taire les esprits chagrins, qui commentent s'offusquer de ce marché

parallèle officiel, les organisateurs ont finalement décidé de remettre en vente fin avril quelques invendus récupérés auprès de certaines fédérations étrangères. Cette vente au «premier arrivé» devrait permettre de montrer que si les prix montent, ce ne serait ni la faute de la FIFA, ni du CFO, qui font ce qu'ils peuvent pour le grand public, mais de quelques intermédiaires peu scrupuleux. Alors que la filière qui

couvre la spéculation est en place depuis le premier jour. Supporters, supportrices, on vous ment, on vous spolie ! Ce qui est ni sport, ni poli.



Bénévoles : l'intérim à paie zéro

Dissipons un malentendu : les bénévoles de la coupe du monde sont payés. A coup de majuscule.

Au CFO, on ne dit pas gogo mais «Volontaire», avec un grand V. Majuscule pour tout le monde, gros salaires pour les autres. Comment traiter de pigeons les bénévoles, alors qu'ils sont «ambassadeurs» de la France, «acteurs de l'évènement». Pour manager les 950 tâcherons temporaires embauchés gratos, une grande cheftaine, Béatrice Lechat, détachée à Nantes par son employeur Manpower, partenaire du Mondial. Mais le sous-chef de la

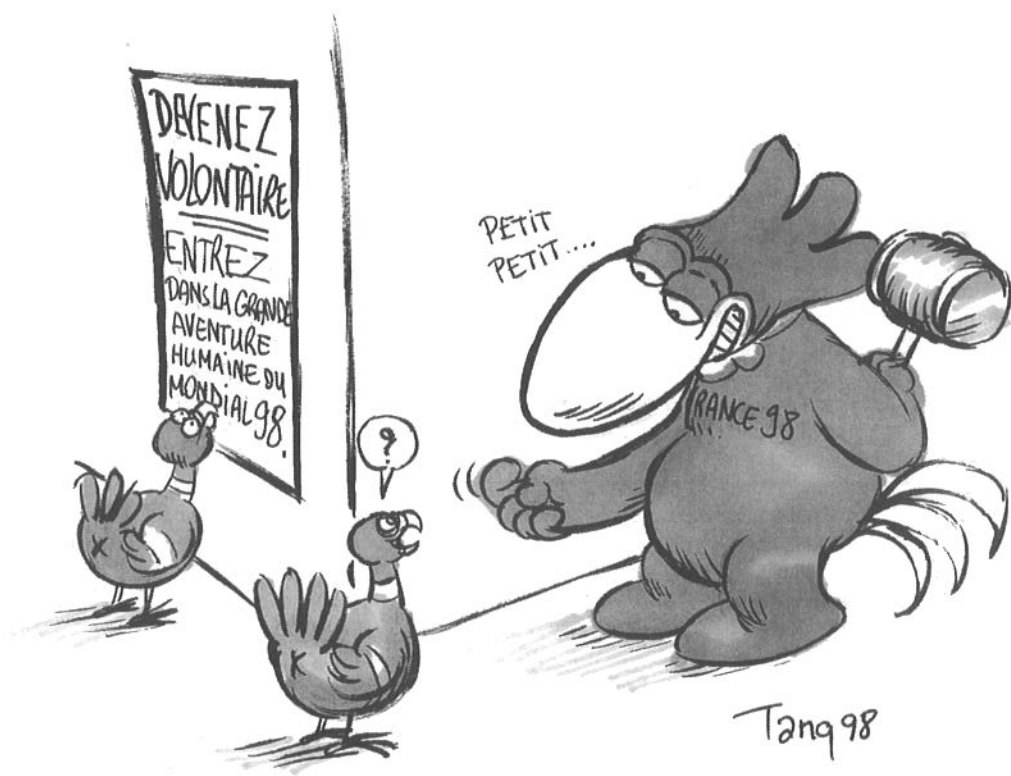
direction des ressources humaines de ces 950 petites mains est un bénévole. «Les missions doivent être enrichissantes, pas contraignantes», dit Béatrice Lechat. La philosophie Volontaire, c'est le plaisir. Il y a un désir de contribuer de manière désintéressée à la valorisation de sa ville, à apporter un sourire aux populations étrangères. Rien n'est transposable en terme d'emploi. C'est une aventure humaine, pas une mission professionnelle.

Pourtant, le journal publié par Manpower pour les bénévoles insiste sur le «métier» acquis : «La responsable -Volontaire- du projet habillage de St-Denis est devenue une vraie pro», explique un reportage. Standardistes, assistants restauration, contrôleurs parkings, réparateurs de télécopieurs ne verront aucun match, tout en travaillant à côté. Même les stadiers doivent fixer la foule sans regarder les joueurs du coin de l'œil. Promis juré, cette

main-d'œuvre gratuite, sans contrat, «ne fera pas le ménage, ne tiendra pas les vestiaires, ne distribuera pas la soupe» comme à Nagano. Au hasard dans la liste, des opérateurs de saisie de statistiques, un boulot de petite main vivifiant, la tête dans le clavier, les yeux scotchés à l'écran. Ils seront aussi guichetiers, chauffeurs, agents de sécu, contrôleurs d'accréditations, magasiniers, interprètes, placiers, refileurs de feuilles de stats aux journalistes... Mais à la fin, les bénévoles garderont leur tenue Adidas*, auront vu un match de huitième de finale à Bordeaux, auront avalé quelques plateaux repas et garderont la montre Footix offerte à Noël. Et le fin du fin est pour la fin : on leur octroiera un beau diplôme. Il paraît que c'est «plus un souvenir qu'un certificat». Merci d'être souvenu.

Saïd Hoffe

* Ou Yves-St-Laurent s'ils sont en poste à l'accueil et au protocole.



L'ŒIL DE TOKYO

Les Nippons espionnent la météo et les pieds de chaise

Sur 54 accréditations Coupe du monde pour différents titres, télévisions ou agences de presse, 18 ont été octroyées à des Nippons. Prochain organisateur de la Coupe du monde en 2002, le Japon envoie des nuées de responsables en repérage. Histoire de bien voir comment manigancer le plus grand évènement sportif de l'histoire du sport,

sans que deux mois avant, rien ne se remarque dans la ville. Le souci de bien refaire pousse les envoyés de l'Empire du Soleil Levant à shooter cinq pellicules photo de vues dans l'enceinte de la Beaujoire, tout en tirant le portrait en pied des chaises des salles de réunion du CFO. Sans oublier d'examiner de près les honorables statistiques

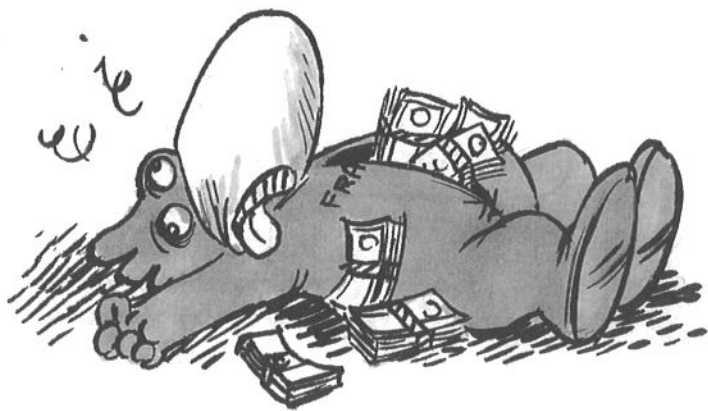
météo des 20 juin* sur dix ans au dessus du stade. Les observateurs vont jusqu'à noter le nombre de toilettes pour dames au stade. Les pervers projetant de rôder autour de ces WC lors des prochaines éditions du Mondial seraient gentils de transmettre à l'avance un photomaton.

* Date du match Japon-Croatie à la Beaujoire.

COLOMBOPHILIE

Ces bénévoles sont impayables !

Aurait-on pu salarier ou défrayer ceux qui sont commis agents de parking, contrôleurs de billets, coursiers ? Impossible, clame le CFO. D'ailleurs, le bénévolat, c'est une tradition. En mobilisant 12 000 pigeons pour les 9 sites officiels, le CFO annonce que sa tradition score plus fort que les JMJ papasques (6 000 bénévoles) et que les JO d'Alberville (9 000 seulement !). Le foot, c'est mieux que la foi qui déplace les montagnes. Simple rappel : un évènement sportif comme Roland Garros ne fait appel à aucune prestation gratuite hormis les jeunes ramasseurs de balles qui au moins voient les matches. Une note de gaieté, en passant : pour la première fois l'organisation d'une coupe du monde va rapporter de l'argent. 500 MF estiment les maires de Lyon, Bordeaux, Toulouse et Nantes. «De notoriété publique, les recettes du CFO sont en forte augmentation», écrivent-ils le 4 décembre pour réclamer une avance de 5 MF par ville. Ils en ont obtenu la moitié. Une misère sur un budget de 2,4 milliards de francs du CFO.



PAUVRE COMME JOB

L'emploi bénévolle

Le terme officiel est «stagiaire gratifié». Ils seront 200 jeunes bénévoles en permanence, 500 en tout, mobilisés par l'Office du tourisme de la Ville de Nantes. Guides volants sur le pavé du centre ville, munis d'un portable, ils doivent ramener les supporters paumés à leur hôtel, indiquer le château ou les bars à filles, parler la bonne langue ou trouver l'interlocuteur idoine. Certains feront un plein temps de 170 h pendant

toute la Coupe du monde, d'autres moins. «Le pur bénévolat, ce n'est pas correct, explique-t-on à l'Office du tourisme. Mais il vaudrait mieux ne pas trop évoquer les gratifications, spectacles, facilités de transport... On croûle déjà sous les demandes». On pourrait aussi donner des cadeaux à ceux qui ne postulent à rien. Eux au moins n'encombrent pas le casting des bénévoles à la rue.

RÉGIME SEC

On ne joue pas les cabarets de jeu

Ce devait être «le plus grand cabaret du monde». Et la plus grosse animation en ville, avec «Copacabana» la fausse plage brésilienne. Terrain idéal pour les prolongations nocturnes, ambiance latine garantie au comptoir. Discrètement, ces soirées de liesse envisagées dans

l'ancienne usine Lu ont disparu des festivités. Le CRDC, commis d'office pour organiser la chose, s'est récusé. Maousse buvette, pas son truc, paraît-il. On avait cru que les festivals des Allumées, Trafics et Fin de Siècle déclinaient copieusement le concept. Mais bon. La Ville de Nantes a voulu prendre le relais. Et a

ASTRONOMIE

Les tâcherons tâcheront d'oublier

Engagés pour la grande cause humanitaire de la Coupe du monde de football, les bénévoles feront un effort pour oublier que les joueurs seront un peu dorlotés au portefeuille. Normal c'est eux, les vrais héros. Pour l'argent de poche, chaque délégation perçoit un million de francs suisses, soit 4 MF par match (soit 57 000 F par minute jouée), et un défraiement de 1 200 F par jour et par tête. Faut bien vivre. «C'est vrai, reconnaît Béatrice Lechat, le foot est associé à l'argent, aux salaires souvent astronomiques des joueurs, aux scandales... mais ce n'est pas nous CFO qui payons les joueurs !» Pour les scandales, elle n'a rien promis. On peut être responsable des ressources humaines, et pas coupable.

Langues étrangères

Conséquence inattendue du passage de milliers de supporters étrangers à Nantes, les bars à filles risquent de se transformer en véritables cafés philosophiques pendant la Coupe du monde. Les tenanciers recherchent en effet des hôtes polyglottes, de préférence étudiantes en langues vivantes, pour tenir le crachoir aux footeux en goguette qui vont envahir la ville les soirs de match. Que les hôtes monoglottes se rassurent, la langue française a souvent le dernier mot en fin de soirée.

Foot X

L'orgie de sous-produits qui sortent pour la Coupe du monde n'épargne pas le petit commerce du sexe. Les sex-shops nantais proposent ainsi deux cassettes à vocation essentiellement masculine : «Foot X» et «Coupe du monde» qui mettent en scène des footballeurs dans toutes les phases de jeu. La seconde promet «les plus grosses bites du football.» Crâneurs.

Piston Général

Le Conseil général installera neuf écrans géants dans différents points du département pour permettre à tous ses contribuables de participer à la Coupe du monde. Tous, pas tout à fait. Les citoyens de Blain n'y auront pas droit. Ils devront courir jusqu'à Guéméné-Penfao, petite commune du nord du département, pour profiter de la fête. Explication : le maire de Guéméné n'est autre que Yannick Bigaud, le speaker du FC Nantes, mieux introduit que le maire de Blain dans les couloirs du Conseil. Il n'y a pas de petites intrigues.

AILIERS GAUCHOS

C'est Argentil d'être venu

Parmi les 32 équipes de la Coupe du monde, il en est une que la région ne pouvait capter : l'Argentine. Les responsables de la délégation l'ont vite fait savoir : pas question de dégoter un hôtel devant une plage. La présence de naïades en tenue légère risquerait de déstabiliser psychologiquement les joueurs privés de femmes pendant la compétition ! Les Argentins peuvent faire tintin ! Délaissant la côte atlantique, ils ont de plus exigé d'être hébergés dans le site le moins pollué de l'hexagone. Après une tournée de repérage en France, ils ont opté pour un hôtel à côté de St-Etienne. Où l'industrie sait arrêter de polluer quand les footballeurs l'exigent.



Jojo est-il naz' ?

Le PS nazairien a mis un contrat sur Batteux. Objectif : lui reprendre dans trois ans les clefs de la mairie, quitte à lui couper la main.

Depuis près d'un an, Joël Batteux ne peut plus aller s'en jeter un dans les bistrotts du port sans risquer une sulfatée de ses alliés socialistes. Faut dire qu'il leur en a fait voir. Elu depuis 83 sous étiquette PS, l'ingrat met les voiles en 92 pour rallier le MDC de Chevènement. Réélu triomphalement en 95 à la tête d'une liste où les tenors du PS doivent se contenter des seconds rôles, il commet l'irréparable aux législatives de 97 en défiant Claude Evin sur ses terres, naguère perdues au profit du titanesque RPR Etienne Garnier. De quoi sérieusement agacer un PS qui s'estime propriétaire de la «ville port» et décide d'entamer sa reconquête le soir de la victoire de l'ex-ministre rocardien.

A la manœuvre, un certain Gérard Mauduit, adjoint et premier porte-lingue du PS local, donne dans le brutal. Jojo mord encore la poussière des législatives, qu'il lui assène en plein conseil municipal le coup de «la participation critique», véritable casus belli alors que débute le «grand travaux» de Batteux : «l'Escalade atlantique».

Les cantonales virent au chantage. Passant outre l'accord national scellé à gauche, le PS présente Philippe Grosvalet, autre adjoint de Batteux, contre l'adjoint MDC tenant du canton. Mauduit menace par écrit le maire de représailles municipales s'il intervient pour défendre son poulain et joint le geste à la parole : à quinze jours du scrutin, il annonce que le groupe socialiste ne votera pas les premiers crédits de «l'Escalade atlantique», puis se rétracte sous la pression de Yannick Vaugrenard, patron départemental du PS et accessoirement tête de liste aux régionales. Ambiance...

«Batteux est un excellent maire mais un piètre politique : il ne voit pas les

pièges qu'on lui tend, chuchotte tel leader socialiste. Pourtant le piège est gros. Le PS a compris depuis les législatives qu'à chaque fois qu'il attaque le maire, il oblige les communistes à sortir de l'ombre pour le défendre, l'éloignant un peu plus du gros électorat centro-socialo-catho cher à Evin. «A lui seul, le maire ne représente pas 10% des électeurs. Si le PC le soutient, il perd, s'il le laisse tomber, il perd aussi.» CQFD.

Mais Jojo, pas le genre de paroissien à tendre les joues l'une après l'autre, se rebiffe : «Certains ont intérêt à saboter Ville-Port», et précise qu'il ne confond pas «quelques socialistes nazairiens avec le PS, qui saura tirer les leçons de ce pénible incident...» Et d'annoncer qu'il sera candidat en 2001 pour un quatrième mandat.

«Il y aura une liste PS et Batteux est sûr de perdre... Le problème c'est qu'on ne sait pas qui sera le candidat», admet un militant socialo. La machine PS développe un nombre spectaculaire de stratégies personnelles, au risque d'exploser à l'approche des municipales. Les langues se délient. Grosvalet ? «C'est une fusée leurre...» Mauduit ? «Il peut surtout nuire...» A droite, Etienne Garnier voit

en Claude Evin le «chef d'orchestre doucereux» de la bronca anti-Batteux. Tous tiennent les réseaux de la ville et aucun ne peut se passer du soutien des autres, ce qui augure des réjouissances à venir.

Reste le maire de Nantes qui, via Vaugrenard, soutient des deux mains Joël Batteux avec qui il a passé «un pacte» pour la métropole et qui surtout n'a aucune envie de voir son collègue Claude Evin s'emparer de la deuxième ville de Loire-Atlantique... Mais Jean-Marc pourra-t-il sauver Jojo face à une section nazairienne du PS peu encline à accepter les diktats nantais ?

Beaucoup parient sur un retour de Batteux au PS d'ici trois ans, qui retrouverait du coup sa légitimité de candidat socialiste sortant. Mais ce come-back est suspendu au deal que passera Chevènement avec Jospin à l'approche des présidentielles...

Une suggestion ? Echanger en 2001 les maires de Nantes et de Saint-Nazaire, ça ferait date dans l'histoire de la gauche et puis ce serait du dernier chic métropolitain.

Donald Campbeltown

* Transformation de la base sous-marine en musée des paquebots, première pierre du grand projet urbain «Ville-Port».

** OF, 5 mars 98



US ET COUTUMES

Qui part à la chasse perd son piège ?

Décidément Natura 2000 n'en finit pas de brouiller la donne électorale en milieu rural. Pour preuve, cette mésaventure arrivée à Marc Justy, le maire communiste de Saint-Joachim.

Fin politicien, il avait tenu, en février dernier, à apporter son soutien à la manif nationale des chasseurs. Et dans la foulée, il appela ses ouailles à aller battre le pavé parisien. Appel reçu haut et clair, puisque de nombreux Briérons se prêtèrent à cette démonstration de force grandeur «nature». Le hic pour Justy, c'est que ses administrés ont cru bon de poursuivre la mobilisation jusqu'au 15 mars, date des élections régionales. Excès de zèle ou malentendu sur la ligne du parti ?

Toujours est-il que l'un des trois bureaux de vote de Saint-Joachim a bien failli tomber dans la gibecière des porte-lingues. Du jamais vu dans le pays ! Fumace, le maire PC a vu rouge. Peut-être pas au point de changer son fusil d'épaule...

PAVILLON

Mouvement de terrain

Pour jouer au Ronaldo ou au Zidane, les 500 potaches du collège du Hérault, à St-Herblain n'ont qu'un vieux terrain de foot en stabilisé. Mieux que rien. En février dernier, les profs apprennent incidemment que la mairie, propriétaire du terrain, va le vendre. Un lotissement de 15 pavillons est prévu. Le collège, où personne n'a été prévenu,

s'alarme. En remplacement, la mairie conseille d'aller jouer dans la caserne de CRS voisine ! Autre solution, aménager un petit bout de terrain où on ne pourrait ni courir, ni rien lancer, ni organiser de sports collectifs : super, les cours de gym ! Dernière proposition : se déplacer vers un nouveau terrain qui mobiliserait une heure en car pour s'y



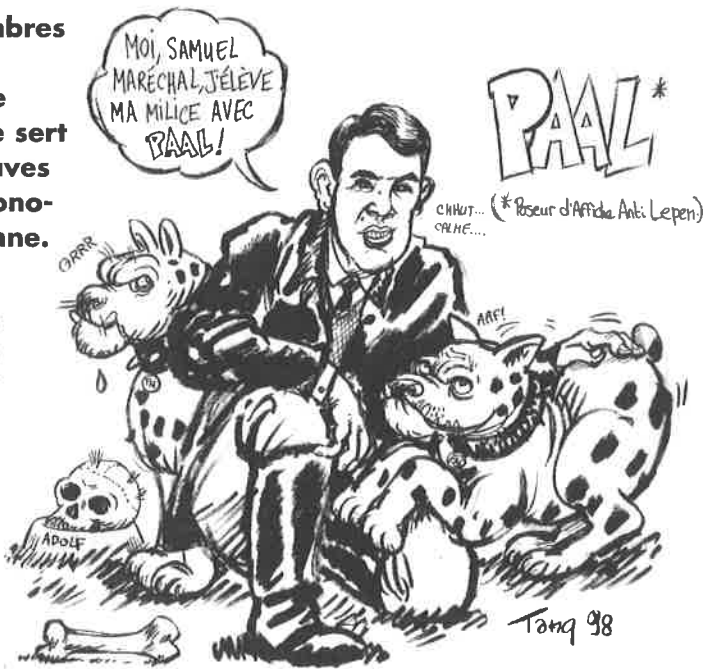
rendre et revenir. Charles Gautier, maire PS de St-Herblain a une haute idée de la concertation. Aux ensei-

gnants et à la directrice, il lâche : «Ça aurait changé quoi, si je vous avais prévenu ? C'est ça un élu de terrain.

Les têtes à plaques du FN

Les voitures des membres du FN devraient être exemptées de plaque minéralogique. Ça ne sert qu'à inquiéter de braves nervis-en-chef de l'honorable garde prétorienne.

C'est l'agression qui monte à la tête du FN. Lacrymo, coups de matraque, pare-brise et vitre latérale éclatés, le tout sans un mot, sans une insulte. Froidement braqué le 22 février en plein jour, après avoir peinairement collé quelques affiches anti-FN en compagnie de son amie, Yannick Hélias écope d'un crâne ouvert, la clavicule fêlée, l'épaule luxée, et 21 jours d'arrêt de travail. Il a aussi relevé les numéros des deux voitures des gros bras. La première, une 205, appartient à Guillaume Luyt, un adjoint de Samuel Maréchal. Entendu par la police, il dit qu'il était alors en Côte d'Or pour les cantonales. Mais il a bien laissé sa tuture à disposition du FN, et les clés sur le bureau de Samuel Maréchal. Sommé par la police de dire à qui il a confié sa 205, Luyt suspend sa réponse, va déjeuner avec Maréchal et revient annoncer qu'il ne dira rien. Et ça passe. L'autre véhicule est une 405, propriété d'un militant FN de Limoges. Les policiers montrent une cassette vidéo prise lors de la manif du FN du 29 mars, devant la Tour Bretagne. Yannick Hélias reconnaît deux



occupants de la 405. Ouh la! Ce sont des grands chefs nationaux du DPS, la milice privée du FN, dirigée par Bernard Courcelle, ancien instructeur para jusqu'en 85, ex-directeur de la sécurité à la société d'armement Luchaire et au Musée d'Orsay. Ces deux grosses têtes identifiées, le service de la Sûreté urbaine refuse de mener l'enquête. Chargé de l'instruction, le juge Hoareau doit la confier à la police judiciaire. Il apprend que le film a été visionné, mais sans aucune trace versée au dossier. Les renseignements généraux commencent par nier qu'une cassette ait été montrée à la victime, qu'il s'agit d'un «fantasme de militant». Manque de pot, un couple de témoins de l'agression a aussi visionné les images et reconnu des

visages de l'équipe de la 405. Les RG sont contraints d'avouer avoir montré le film. L'enquête devrait montrer à qui le genre de Le Pen confie ses basses œuvres. La première explication du FN de Loire-Atlantique est puérile : la 205 avait été repérée par les anti-FN, qui ont prétendu lire son numéro sur une 205 qui n'avait rien à voir. Même la main dans le sac, les frontistes ressortent la thèse du complot. Pour la seconde voiture, il va falloir inventer autre chose. Suggestions : tous les blancs se ressemblent ; ou les visages, ça s'imitent ; ou des voyous ont revêtu des masques de carnaval à l'effigie de respectables sommités du gentil service d'ordre fasciste.

A LA SOUPE !

Service après-vote

Bien que notre région n'ait pas eu besoin des votes lepénistes pour élire son nouveau président François Fillon, cinq élus de droite ont quand même donné leurs voix au FN Samuel Maréchal, lui offrant ainsi de siéger à la commission d'appel d'offres de la Région. Parmi eux, l'inévitable Annick du Roscoët, colistière CNI de Michel Hunault, qui n'a jamais caché ses accointances avec l'extrême-droite et qui espère bien ainsi le soutien, au moins passif, du gendre de l'Inéligible Détailleur pour le renouvellement de son siège aux cantonales dans trois ans. Du Roscoët doit confondre appel d'offres et offres à la pelle.

TROP DE KYSTES

Brunemaison à façade rouge

La création d'un syndicat FO au journal Minute est notée par l'Évènement du Jeudi du 9 avril en évoquant les flirts entre trotskistes et fascistes. Exemple à l'appui, puisé dans une sommité locale : Joël Bonnemaison, redac' chef de l'Ouest syndicaliste «organe officieux des trotskistes lambertistes», mais aussi journaliste à FR3 en poste auprès de Villiers. «L'extrême-droite, il la connaît bien, pour avoir dirigé sa section FN de Loire-Atlantique, dans les années 70, écrit l'EDJ. Bien que fort actif dans la mouvance trotskiste, il évolue toujours dans les milieux de la droite dure. On le dit notamment proche de Charles Pasqua et de Philippe de Villiers». Une accusation claire comme de l'eau de proche.

CAS NULLARD

Le sens de l'immédiatique

Il aura fallu plusieurs mois de réflexion murie et de plume trempée dans l'eau bénite pour que Philippe de Villiers écrive enfin à François Mitterrand pour le sommer de démissionner immédiatement, «en raison de sa double vie étalée dans les journaux». Cette révélation provient du canulardesque quotidien du 1^{er} avril «Ovest-Farces», parodiant à s'y méprendre la maquette et la typo d'O.-F., le vrai. Le vicomte devra attendre un an pour faire jouer son droit de réponse. Tonton, lui, laisse le temps au temps.

ÇA PUB

Les souteneurs du Front

Analysant par où remonte l'argent des soutiens au FN, le «Guide des sponsors du FN et de ses amis», par Caroline Fourest et Fiammeta Venner (éd. Raymond Castells) dresse une liste non exhaustive des appuis, notamment grâce à des encarts de pub dans les revues syndicales policières proches du FN. La FPIP, fédération professionnelle et indépendante de la police a ainsi servi de pompe à finances au parti raciste. A Nantes, les démarcheurs de ces flics com-

plaisants ont obtenu des pavés de pub d'Airaud & Cie (peinture et ravalement), de la clinique St-Augustin, des Ambulances Ste-Thérèse et Jean-Marie Godard (récupération de métaux). Ainsi que de deux transporteurs, Rabouin au Cellier, et Passard à La Chapelle-sur-Erdre. Un bras tendu, l'autre qui glisse le chèque, et le troisième qui fait mine de travailler.



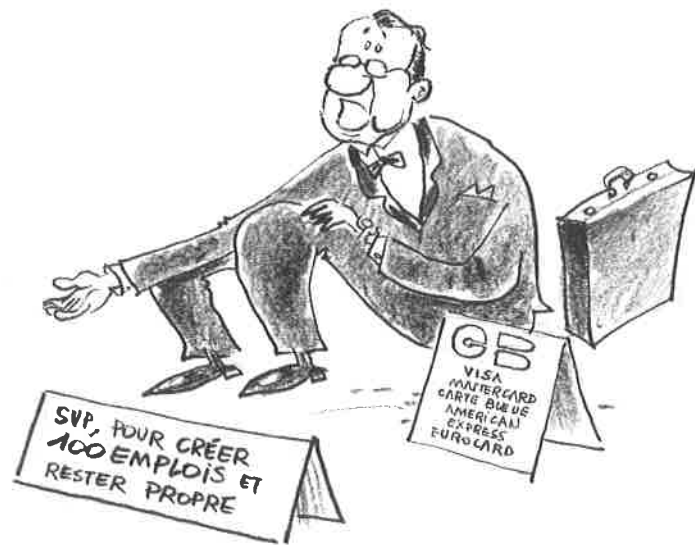
Pour cent bâtons t'as plus rien

Bouygues, Louis Vuitton, Le Crédit Mutuel, les grandes entreprises rackettent les contribuables nantais au nom du chantage à l'emploi.

Dix millions de francs, c'est le cadeau que s'approprient à faire les collectivités locales (District, Département et Région) au miséreux groupe Bouygues pour financer sa prochaine implantation à Nantes, en échange de la création de 500 emplois. Explication embarrassée des élus : si on ne passe pas à la caisse, le téléphoniste en béton ira s'implanter ailleurs. A Saint-Mars-la-Jaille sûrement ou à Ploudalmézeau, des sites idéaux pour capter la clientèle du grand ouest... Les collectivités publiques affirment s'être entourées de toute les garanties pour que les créations d'emplois soient effectives dans les trois ans à venir. Il est permis d'en douter si l'on se rappelle les aventures de Venturi à Couëron, où il reste à peine 35 personnes sur les 200 créations annoncées pour 11 millions de francs de fonds publics, ou les déboires de Matra

MHS qui a oublié depuis bien longtemps ses projets d'extension claironnés fin 1994, qui devaient générer 300 à 600 emplois. L'entreprise, récemment rachetée par un groupe américain, avait alors palpé 15 MF de subventions publiques.

Les grandes entreprises sont décidément dans une misère noire ces temps-ci. Regardez par exemple le groupe LVMH (Louis Vuitton Moët Hennesy), qui a dégagé 4,53 milliards de francs de bénéfices en 1997. Eh bien cette pauvre maison demande l'aumône aux pouvoirs publics pour daigner installer une usine de produits de luxe en cuir dans le Choletais. Le comité interministériel à la localisation d'activités a donné son accord fin mars pour l'octroi d'une prime d'aménagement du territoire, dont le montant reste pour l'heure secret. Une chose est sûre, le contribuable en sera de sa poche. Dernier miséreux



de la bande ces temps-ci, le Crédit Mutuel. La banque a en effet demandé une aide de 2,5 millions de francs aux collectivités locales pour installer à Nantes sa filiale

«Suravenir Assurances» et créer 150 emplois. Aide que les élus se sont pressés de lui accorder. Il n'y a pas de petits profits.

Jean-Pierre Brailard

AIR SOLIDE

Le pari mutuel rural et urbain

Y a pas que le libéralisme de chez Ultra-brute dans la vie. Certains font le pari d'entreprises intégrant la solidarité des économies, le bilan écolo, la pérennité de l'emploi. Suite au colloque tenu en novembre à Nantes sur les territoires de la solidarité*, un forum a lieu le 16 mai à La Roche-sur-Yon, pour analyser une quinzaine d'initiatives d'entreprises relevant de

l'économie solidaire, dans les secteurs agricole (viticulture, boulangerie bio coopérative), culturel (régie son et lumière), et des services (garage associatif, prestations informatiques...) T'as pas des billes à mettre dans une boîte ?

* Intégralité des interventions disponible contre 15F auprès du REAS 44, Réseau d'économie alternative et solidaire, 33, rue de Crucy, 44000 Nantes. Tél. 02 40 35 55 50.

BIG MIC MAC

La mic-macroéconomie parallèle

Présenté en avant-première à Nantes, «Journal intime des affaires en cours», le film de Denis Robert et Philippe Harel, inaugure un genre : le fraude-movie, écrit comme un carnet de bord d'un enquêteur sur la piste des arnaques financières de haute volée, et des mic-macs de panaméennes, nom

désormais générique des sociétés écrans basées dans des paradis fiscaux. Les versements de fonds se font par voie électronique. Le marché des capitaux sert à laver l'argent noir en famille bancaire. L'argent dit «propre» n'a plus ses propres circuits. L'argent sale a pratiquement ses salles de cotations.

BRONGNIART DE VIVRE

Des douzaines d'huîtres cernent la Bourse

Le libéralisme forcené est au goût du jour. Pour contrer cet effet de mode, il convient de remettre en vigueur une tradition déjà ancienne puisque sa création remonte à l'an dernier : le réveillon du 1^{er} mai, devant le Palais de la Bourse à l'initiative de l'association N.E.U.F. «Nantes est une fête». Contre la dictature des marchés financiers. Pour le muscadet

chauffé dans le car. Contre les bulles spéculatives, et les champagnes rotés sur les manants des quart comme des tiers mondes. Pour épater le parisien. Pour les huîtres sur le pavé.

Bref, la Bourse prise d'assaut par des Nantais épris de justice et de boisson.

N.E.U.F. - 4, rue du Dr Schweitzer, 44100 Nantes. Tél. : 02 40 29 12 63.



Y' A QUELQU'UN ?

CES, catégorie extrêmement subalterne

Une étude consacrée aux contrats emploi-solidarité en Pays de la Loire* évoque notamment le peu de cas fait aux petites mains sous contrat. Un cadre entre dans un bureau où n'est présente qu'une CES employée au secrétariat : «*Mais il n'y a personne ici !*». Pour celle dont le nom est personne, le rapport commente cette phrase comme une «*vio-*

lence symbolique qui nie son existence». Etre CES, c'est péjoratif. On ne vous appelle pas par votre nom. On dit «la CES». Ces petits boulots, il faudrait les rebaptiser «CSESS», contrat sous-emploi sans solidarité.

* Effectuée par le cabinet brestois Cibles à la demande de la Direction régionale du travail et édité en novembre 97.



LUMPEN-PRÉCARIAT

Les vioques, dans l'impasse !



En créant les emplois jeunes, Titine Aubry a négligé un effet pervers. Les emplois jeunes, à plein temps, sur cinq ans, vont constituer «l'aristocratie des emplois précaires» par opposition au «nouveau lumpen» constitué par les «bénéficiaires» de CES. C'est l'analyse de Philippe Labbé, ethno-sociologue du cabinet Cibles. Les CES ne concernent plus que les plus de 25 ans, «contraints à une sorte d'apnée sociale», valdingués de CES en chômage, avec vague passage par un stage de formation histoire de tenter de regonfler son «employabilité». Le chercheur a constaté que les contrats CES qui sortaient un peu du schéma discriminatoire, vont y retourner illico, déqualifiés par la concurrence des emplois jeunes. D'abord réduit au bouche-trou sans issue, le CES était un peu devenu une mesure-sas. La voilà rabaisée à une mesure-nasse.



IDÉES À PÉAGE

Portrait de chauffard en intello écolo

L'autoroute, voyez-vous, n'est pas un bête ruban de bitume avec une caisse au bout. L'autoroute nous rend meilleurs. A en croire le CCO, le Centre de communication de l'ouest qui invitait à visiter fin mars la barrière de péage d'Ancenis, les 797 km exploités par Cofiroute permettent de rouler «en respectant l'environnement». C'est vrai, n'ont droit d'y rouler que les véhicules à propulsion solaire, éolienne, et les moteurs à eau... L'argumentaire de l'invitation va plus fort : les autoroutes ne font pas circuler qu'hommes et marchandises, ce sont aussi de «véritables fleuves solides qui diffusent les idées». Parfaitement exact : on aurait même vu un exemplaire de Penthouse sur la plage arrière d'une BMW.

POGNON SUR RUE

La finance justifie les moyennances

Ils se sont fait rouler. Sur l'or. A La Roche-sur-Yon, l'escroquerie du Covemep* a laissé un trou de 80 MF, dont un préjudice identifié de 64 MF pour les victimes. Malgré des excursions policières à Monaco et en Suisse, aucun magot n'a été déniché. L'audience a montré que le plus gros poisson resté dans la nasse avant la liquidation judiciaire s'est bien débattu pour tenter de s'en sortir. Faut dire que Bernard Vinet, ancien

conseiller financier du groupe Dubreuil (dont fait partie Régional Airlines), aujourd'hui patron de supermarchés en Vendée, a misé 12 MF en escomptant des dividendes mirobolants. Quand l'enquête commence, Bernard Vinet tente d'embrouiller les limiers de la PJ. Ils soupçonnent les lots de pièces d'or confiées aux clients en garantie du placement d'être largement surévalués ? Vinet, de mèche avec Jean-

Louis Fournier, le pdg foireux du Covemep, fait recomposer un lot de Louis d'or qui ne sont pas surévalués, afin que l'expertise conclut qu'il n'y a pas surcote. Et donc pas l'ombre d'une escroquerie. Ça n'a pas marché, et lui a valu d'être accusé de «collusion» par le juge à l'audience. Sûrement une accusation gratuite.

* Voir «le placement mis en pièces», Lulu n° 16. Jugement sera rendu le 25 mai 1998.

BROUILLE

Miss embrouille

Miss Pays nantais, alias Stéphanie Le Dantec, a-t-elle rendu les cadeaux que lui avait offert le comité miss France en septembre 1997 ? Cette question taraudait le service people de La Lettre à Lulu depuis ce jour de février 1998 où l'Eclair titrait «Miss Pays nantais déchue de son titre». L'ingénue avait triché sur son âge, avec la complicité de ses parents, et s'était faite sacrer à dix-sept ans. Scandale dans le bocage.

Eh bien non, selon sa maman, la mignonne n'a pas rendu les cadeaux, et elle attend toujours la plainte pour faux et usages de

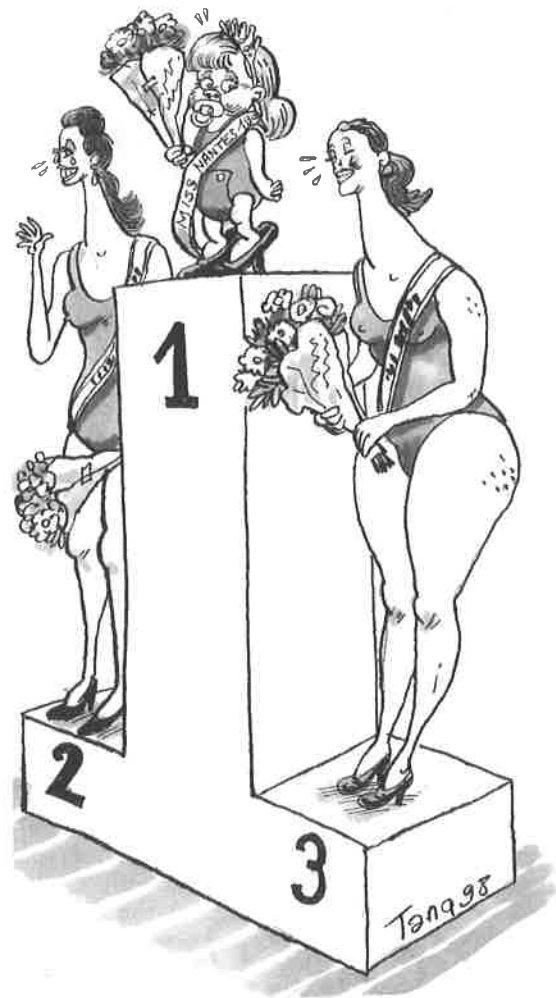
faux que menaçait de déposer à son encontre le comité miss France. Rappelons que Stéphanie, avant d'être déchue, avait qualifié de «bidon» le concours miss France et accusé le jury de partialité. Furieuse de ne pas avoir été retenue lors de la sélection, la jeune fille était passée dans la camp adverse et s'était faite élire à Nice par l'organisation concurrente : «Visa miss France». Ce qui a provoqué les représailles du comité officiel et sa déchéance. C'est pas un concours de beauté qu'il faut organiser dans le pays nantais, c'est un concours de mauvaise foi.

VICOMPTES MESQUINS

De Villiers boude qui et quand il veut

Réélu président du Département, Philippe de Villiers a dû subir la harangue du nouveau conseiller général Pierre Régnauld. Un manant. Un socialo. Autant dire un intrus à peine toléré. Ce gougnafier a eu l'outrecuidance de rappeler que la Vendée étant située en France, et donc en République, le président de son conseil général se doit de recevoir les ministres de ladite République. Un an plus tôt, quelques trublions de l'UDF avaient

fait un décompte mesquin : sur 33 visites de ministres, Villiers a boudé 30 fois. Pour sa première sortie, l'insupportable socialiste a aussi demandé le droit à l'expression de l'opposition dans les colonnes du mensuel du Département. En invoquant un argument lamentable : la démocratie ! Ces piques brandies dans le château ont évidemment provoqué l'ire du vicomte qui a appelé à plus de «courtoisie». La prochaine fois, il fait donner la garde.



CHAMBRE DES DÉBOUTÉS

Le vicomte, la vache folle et ses enfants

Dans un des sketches présentés au théâtre du Tourtour à Paris, l'humoriste Didier Porte se paye la fiole de Philippe de Villiers qui lui a intenté un procès en diffama-

tion. L'Agité du bocage réclamait 200 000 F pour son honneur perdu, mais il s'est lamentablement fait débouter hors du prétoire. C'était il y a quelques mois, quand Didier Porte évoquait sur France Inter le politiquement incorrect invoqué par le vicomte, en lui retournant l'argument : «un type qui fait sept enfants à sa femme n'est peut-être pas très rassuré sur sa conjugalité, et préfère manifestement occuper sa femme à la maison», dit Didier Porte. A l'époque de Villiers avait fait de la vache folle un cheval de bataille. Celui qui fustige des vaches, fussent-elles folles, a peut-être des problèmes d'identité sexuelle... Et je conclusais en espérant que ces arguments d'une bonne incorrection politique puissent plaire à l'Agité du bocage». C'est cette pirouette rhétorique qui a permis à l'avocat de l'humoriste de faire renvoyer le susceptible vicomte à ses chères procédures. Dures dures.

MAI 68 DANS LE BOCAGE
NE DITES PLUS «SEX DRUG & ROCK N'ROLL...»



Tue plus fort, on t'entend pas !

Ancien correspondant de Libé à Nantes, ex-animateur du syndicat «Paysan Travailleur», Jean-Paul Cruse a mal tourné ; ex-maoïste passé au PC, il y fait le grand écart en devenant «rouge-brun», prônant une fusion entre communistes, nationalistes et membres du FN. Il collabore à l'Idiot International, s'y mouille à l'antisémitisme, côtoie l'extrême-droite haineuse. Ses articles nationalistes font tache. Nègre du capitaine Barril, il écrit la lettre confidentielle de l'ex-super gendarme de l'Elysée, «Haute protection», spécialisée dans les questions de sécurité. Il vient de signer aux Editions du Rocher «les combines des voleurs et comment s'en défendre». Un constat d'une délinquance envahissante, contre laquelle l'auteur ne voit pas d'autre solution que l'autodéfense des flingues. Il y conseille aux particuliers la détention d'une «arme soigneusement choisie» et entretenue : «vous ne devez l'utiliser, en principe, que dans les limites de la législation. Mais si vous décidez de l'utiliser,

utilisez-la vraiment». Ce «en principe» lance un clin d'œil appuyé aux partisans du mouvement «Légitime

défense» et à tous les adeptes de la peine de mort sans sommations. Pratiquée par des pros dans des

commissariats, la bavure était un art d'élite. Si tout le monde s'y met, où va-t-on ?

COURS D'AUTODÉFENSE PAR CORRESPONDANCE



PASSAGE À L'ACTE

Les maîtres ennemis

L'association des deux notaires tourne vinaigre. Après les rixes et les procès, la solution sacs de sable est à l'étude.

Notaires à la Chapelle-sur-Erdre, Jean-Pierre Lengart et Georges Toro sont associés au sein de la même étude. Mais ils ne se parlent plus. Il y a deux ans, Me Lengart a même agressé son associé après avoir déménagé son bureau, viré le mobilier en son absence et posé des verrous aux portes. Empoignade, injures devant tous les clerks de l'étude. Les lunettes de Me Toro volent. Il est jeté à terre, bourré de coups de pied. C'est la quatrième fois que Lengart frappe son collègue. Pour un notaire, officier ministériel supposé pétri de circonspection et de tact, ça la fout mal. Les plaintes contre Lengart pour coups et blessures sont pourtant classées sans suite. Faut dire que Georges Toro est suspect : c'est un étranger. Il est venu

de Vendée pour devenir en avril 1991 co-titulaire de l'étude de La Chapelle. Il rachète les parts de l'associé précédent de Lengart, un dénommé Busson, qui a la bonne idée de partir avec 230 dossiers de clients pour s'installer à quinze bornes de là, à Vigneux-de-Bretagne. Le chiffre d'affaire de l'étude s'en trouve fragilisé. Début des ennuis.

Me Lengart est soupçonné de rendre la vie impossible au nouveau venu, pour le contraindre à jeter l'éponge. Au parquet du tribunal, un juge conseille en substance à Toro : vendez et partez le plus loin possible ! Instance professionnelle directement concernée, la Chambre des Notaires de Loire-Atlantique est saisie depuis 1992, mais ne règle pas le cas Lengart.

Que son beau frère siège au Conseil supérieur du notariat n'a rien à voir à l'affaire. On ne choisit pas son beauf.

«C'est une anomalie très regrettable, mais c'est un conflit interne. Il n'y a pas détournement ou malversation. Notre pouvoir est limité. Comme un ménage qui ne s'entend pas, on ne peut rien faire» dit le président de la Chambre. Il a pourtant fait un peu plus que rien puisqu'il a lancé une procédure disciplinaire. Et curieusement, Lengart écope en mai 1996 du minimum, un simple rappel à l'ordre, et Toro du maximum, «censure devant la chambre assemblée».

Hors du cercle des notaires, la tournure est toute autre : la procédure contre Toro est annulée par les juges professionnels de la cour d'appel de Rennes. «On cherche à m'étrangler par tous les moyens» dit aujourd'hui Georges Toro qui reste au centre de 15 procédures judiciaires, la plupart contre lui. Interrogé par Lulu, Me Lengart refuse tout commentaire. Va falloir intervenir avant que ne se signe un contrat sous sang privé.





LOCARNIVORES

Des extrémolos dans la voix

Louboutin soigne sa droite. Si son journal paraît taper mou, ses parrains sont des durs de durs.

Pour lancer son quinzomadaire «Le Nouvel Ouest», Hervé Louboutin a rappelé que le magazine doit beaucoup à l'Institut du Locarn. Un club de réflexion pour patrons bretons, basé à Locarn*, Côtes d'Armor, dont le penseur-fondateur est un certain Joseph Le Bihan, prof à HEC qui se dit Breton d'abord, Français ensuite, Européen enfin. Une version reliftée de l'occident chrétien enraciné dans la culture régionale. Interviewé dans le N°5 du magazine, Jo se contente d'un plaidoyer pour «l'entrepreneur créateur de richesses» et «les familles nombreuses bien soudées». Quand on déterre ses propos tenus discrètement devant un auditoire conquis, le ton se révèle beaucoup plus cynique, ultra réac, voire révisionniste. En 1992, il conférençait devant les invités d'un patron d'une coopérative agricole de l'Yonne, qui a tout publié sous le titre «Génèse de l'Europe unifiée dans le nouveau monde du XXI^{ème} siècle». Jo Le Bihan qui se dit «faiseur d'opinion» assène quelques perles ultra libérales, stigmatisant l'assisté au «RMI prolongé», à qui il oppose l'«adulte qui s'assume, bon citoyen qui coopère à l'ordre public et qui informe la gendarmerie lorsqu'il voit un criminel ou un voyou !» Sur l'immigration, il sélectionne les «migrants utiles, qu'il faut aller chercher pour nous enrichir», à séparer des «inutiles, charges pour la société» et des agressifs, «casseurs ou subversifs».

Niant allègrement la spécificité de la Shoah, Le Bihan entonne les thèses révisionnistes en proclamant : «Hitler et le régime nazi ont assassiné moins d'hommes et de femmes -ethnocide juif compris- que Lénine et Staline (...) Il n'y a pas de différence de nature entre le nazisme et le communisme, mais le second a été pire que le premier !» Il faut aujourd'hui comprendre les néonazis en Allemagne : «Que feriez vous si vous aviez 10 % d'étrangers chez vous, importés par les communistes, et mieux traités dans nos écoles que vos propres enfants ?»

Il a des idées sur tout, même pour le front russe. Eltsine «peut être remplacé un jour par un militaire russe, car ce pays a besoin d'une démocratie musclée, ce pays a besoin d'un Pinochet, que beaucoup de Russes attendent (...) Rien ne vaut un militaire comme chef

du pouvoir. Les civils sont des gens trop violents lorsqu'ils s'agit de régler les instants difficiles de l'histoire (...) Nous assistons à une véritable explosion de ce peuple avili par son histoire récente et ceci malgré une demande de rechristianisation forte (...) Le problème n°1 est le manque d'aumôniers militaires. Une bonne dictature, et une armée de curés kakis, voilà l'idée de génie. Le tiers-monde ? Mérite pas un geste. Insolubles, les crève-la-faim peuvent crever. «Nous pouvons donner tout l'argent de la France à

l'Afrique, nous ne verrons jamais naître un développement dans ces pays. On ne crée pas, on n'enfante pas à partir de la mollesse (...) Il y a des limites dans l'interprétation chrétienne de l'ancien testament, c'est précisément l'une des causes de la crise du monde occidental : une sensiblerie non-adulte. Savoir corriger quelqu'un avec une certaine rigueur et violence morale est une faculté rare aujourd'hui». Ne le répétez pas à un gars du sud, il irait flanquer sa rigueur dans le gueule du penseur breton.

Les Japonais ? Des sauveurs de l'économie française. Evoquant l'entreprise Sumimoto implantée à Montluçon : «Le Samourai sait mettre des sous-développés gaulois-au travail. Il n'y a jamais eu une seule journée de grève (...) On ne crache pas dans la soupe lorsqu'on a sauvé votre emploi !». C'est ce qu'on appelle une pensée d'extrême-boîte.

* Le dernier numéro de la revue Goliath consacre treize pages très éclairantes au Locarn, le «Davos breton» et montre la stratégie géopolitique de ces cathos plus forcenés qu'ils n'en ont l'air.

OPUS À L'OREILLE

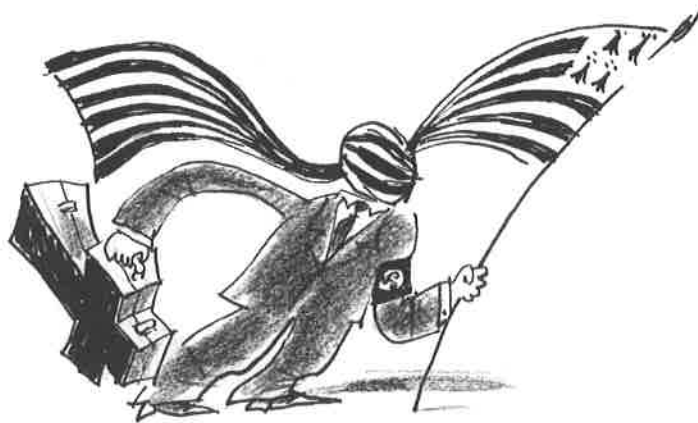
Locarnet mondain

L'institut du Locarn a été inauguré en septembre 1994 par l'archiduc Otto de Habsbourg-Lothringen, député européen de la Bavière, un ultra réac très connoté, car Otto est aussi un grand bailleur de fonds de l'Opus Dei, lobby occulte et saintemilice des élites. L'archiduc est par ailleurs membre du Cercle

Renaissance très proche du FN. Ce jour-là, il y a aussi Edouard Landrain, Jean-Joseph Régent*, Jean-Yves Paumier (ingénieur consultant qui émerge à la région Pays de la Loire et au Nouvel Ouest). Côté TF1, Patrick Le Lay est membre fondateur du Locarn avec Jean-Pierre le Roc'h, le papa

d'Intermarché. L'institut accueille des conférenciers comme l'écrivain Marc de Scitiaux (un lieutenant d'Alain Madelin), Chantal Delsol (prof de philo, fille de royaliste pur laine, épouse et à l'occasion nègre de Charles Millon) ou Philippe Le Gorjus, ancien patron du GIGN. On vient y écouter Jean-Claude Chesnais, directeur de recherche à l'Institut national d'études démographiques qui créa un vif émoi à l'INED en mars 96 en écrivant l'éloge d'un livre du gourou de la Nouvelle Droite Alain de Benoist, «Famille et société». Du beau linge bien marqué.

* Le patron de la Soaf est membre du Club des Trente, un groupe d'industriels présents à 98% dans le Locarn selon Jo Le Bihan. On y retrouve Edouard Leclerc et fiston, Vincent Bolloré, François Pinault, Loïk Le Floch-Prigent, et plus proches de Nantes, Benoît de la Séiglière (CIO), Lionel Cossé (ex-BN), Jean Noël d'Acremont (ex-Chantiers de l'Atlantique), Georges Drouin (transports Love-France), Roger Flament (Crédit Mutuel centre Ouest).



A TOI À MOI

Des actionnaires à la page

«**R**elever la tête, respirer plus haut, accéder au sens, rassembler plutôt que diviser : telles sont les ambitions d'un «Nouvel Ouest» débarrassé à tout jamais des miasmes du règlement de compte permanent comme de la louange lyrique et systématique» clame son directeur Hervé Louboutin. Son organe a pourtant l'air de mélanger les genres. Chroniqueur régulier du journal, Reynald Secher, ardent chantre du «génocide» vendéen, est

le sujet -comme scénariste de BD historique- d'un article élogieux d'une page et demie. Quand le journal sert la soupe à des sommités du secteur économique, certains papiers ont des airs de retour d'ascenseur. Comment oublier que l'article sur la banque CIO concerne un actionnaire du journal à 250 KF, doublé d'un annonceur pub dans deux numéros. Idem pour l'article d'une page sur l'IPO, Institut de participation de l'ouest (250 KF au

capital) qui a des encarts de réclame dans quatre numéros. Parmi les actionnaires à 50 KF, Armor Lux a droit à un long article dans le numéro 1, alors que Newman, Fleury Michon, Adecco, Quo Vadis voient leur pub étalée en quadri dans plusieurs livraisons ; Packard Bell est gratifié d'un papier dans le n°1 et d'une pub dans le n°3, Bénéteau, d'un papier dans le n°6, d'une pub dans le n°7. Magazine, magasin, tout ça, c'est du pareil au kif.

LATULULULU?

• TARDIEU QUE LA GUÉGUERRE EST JOLIE ! *France Inter, 5 février 1998*

Interrogé par José Artur lors du Pop Club, et évoquant sur un ton sybillin le conflit qui l'oppose à son président Michel Le Méné, (et donc à Luc Dejoie), Jean-Luc Tardieu lâche qu'il faut absolument préciser que la MCLA est subventionnée par le Conseil général de Loire-Atlantique, « quand je rentre à la maison et que j'oublie de le préciser, je me fais engueuler ». N'engueulez pas le patron, le président s'en charge.

• DU GOUDRON ET DE LA PLUME *Ouest-France, 21 février 1998*

Pas facile de se trouver une croisade tous les jours. Le bon François-Régis Hutin est donc condamné à se surpasser sans cesse. Il y réussit avec brio, d'un coup de plume, avec cet édito consacré à « *Vitesse & prison* » où il dénonce l'idée d'envoyer en taule les chauffards. Ce qui lui permet de lancer un réquisitoire contre les dangers de « nos routes, pièges mortels pour les piétons et les cyclistes » avec cette proposition lumineuse : « *Pourquoi ne pas goudronner les bas-côtés au lieu de laisser des bernies en herbe impraticable* ». C'est vrai, pourquoi ne pas mettre le goudron en berne, en hommage aux morts du bitume ? Rappelons à François-Régis que selon le ministère des transports, et sans compter les départementales, les communales et les vicinales, les routes nationales françaises déroulent déjà 25 710 kilomètres, qu'il faut multiplier par deux, car elles sont le plus souvent dotées de deux bernies : une de chaque côté.

• RIEN À DIRE *Ouest-France, 12 mars 1998*

A propos des cantonales et de la circonscription de Nantes 7, Ouest-France se fend d'un aveu renversant : « *Bien desservi par le tramway, doté d'équipements publics, c'est un canton sans histoire sur lequel je n'ai vraiment rien à dire* ». La franchise est un vilain défaut. En fait, il ne s'agissait que d'une petite phrase pour faire rigoler le secrétaire d'édition, qui a oublié de l'escamoter. En un mot, une phrase coupable.

• L'HEURE DU CRIME *Le Courrier de Paimbœuf, 12 mars 1998*

Les petites annonces ne sont pas à l'abri de l'ire. On peut lire celle-ci dans la rubrique divers : « *Nous remercions vivement la personne qui a eu l'indécence de dérober une potée de primevères et cinéraires entre 16h, le vendredi 27/2 et 11h le samedi 28 février, au nouveau cimetière de St-Brévin. Avez-vous la délicatesse de la remettre à sa place !* » Et s'il vous plaît, prévenez au moins à quelle heure précise vous êtes passés. Les trépassés n'ont pas d'heure, mais les propriétaires de potée, si.

• MATOS VIVANT *Ouest-France, 3 avril 1998*

On vit une époque sémantique formidable. Après avoir parlé de travailleurs puis de salariés, de personnel puis de ressources humaines, fini la mode des euphémismes et des circonvolutions. On dit désormais « *matériel humain* ». Sans scrupules. C'est le terme usité par la FNAC pour justifier son désistement de sa participation au salon du livre historique. « *Il est regrettable que la FNAC attende le dernier moment pour se retirer en faisant état de problèmes de « matériel humain » dit le directeur du salon. C'est ce qu'on appelle un empêchement matériel.*

• LE STAND DE LA SANDALETTE TOUTES SAISONS *L'Éclair, 9 avril 1998*

Les moines et les abbayes de la région ont tenu stand à la foire exposition de Nantes. Pour y fourguer liqueurs, fromages, produits de beauté, confitures, chocolats, porcelaines, livres. Il paraît que dans l'Évangile, on raconte que des marchands se sont fait virer du temple. Comme des malpropres. Mais c'était il y a longtemps. Aujourd'hui, les moines ont des principes : ils n'acceptent pas de pourbure.

• BABETH DÉPUTÉ À VIE *Ouest-France, 9 avril 1998*

Sous le titre « *Cumul des mandats : la réaction des parlementaires* », O.-F. interviewe Elisabeth Hubert qui « *ne boude pas son plaisir* » : « *J'ai toujours été contre le cumul, je ne vais pas changer d'avis aujourd'hui pour je ne sais quelles raisons politiciennes.* » Pour preuve, Babeth a même inventé avant l'heure le « cumul zéro » : recalée aux législatives, snobée aux régionales, l'ex-jupette n'est plus parlementaire que dans le souvenir attendri de certains journalistes...

Fillon fait le trou

Au jeu de massacre des foires d'antan, ce Top 44 aurait fait un malheur ! Barbus, poudrées, fossiles ou jeunes loups, tous nos élus s'y sont donnés rendez-vous, ou peu s'en faut. Ce qui confirme, s'il en était besoin, le fameux théorème selon lequel les politiques doivent tout aux élections. Vainqueur aux points, un gars de la Sarthe s'impose dans le Landernau médiatique local. Mais la palme du mérite revient à Michel Hunault, petit vainqueur de la régionale et grand perdant des cantonales. Une figure de style originale qui parachève en beauté l'acrobatique feuilleton électoral de notre droite préférée. Gisèle révoltée, Dejoie notarié, Guichard déjà oublié, Louisy cabossé, Hubert outragée, des sitcoms comme ça, on en redemande... Encore bravo.

Si nos politiques n'ont pas chômé ces derniers temps, Marie-Claude Menant non plus. Tête de liste des sans-emploi, elle rate d'une courte tête la lanterne rouge du Top, à la quarante-cinquième place. Tout un symbole.

CLASSEMENT FÉVRIER/MARS 98

Les points sont attribués en fonction de l'emplacement de la photo dans les éditions de Ouest-France et de l'Éclair : 1^{ère} page et/ou couleur, 5 pts ; pages nationales, 4 pts ; pages régionales, 3 pts ; pages départementales, 2 pts ; locales et sports, 1 pt.

1. FILLON François	(98)	Délocalisé
2. HUNAUT Michel	(71)	Viré Ducoin
3. GAUTIER Gisèle	(61)	Rebelle des champs
4. DEJOIE Luc	(59)	Plus que 3 ans
5. GUICHARD Olivier	(49)	Hors d'âge
6. VAUGRENARD Yannick	(48)	Voie express
7. GAUTIER Charles	(34)	Ancien premier adjoint (1977-1989)
8. MARÉCHAL Samuel	(30)	Inéligible par alliance
9. AYRAULT Jean-Marc	(28)	Représentant en tramway
10. DELAGE Guy	(27)	Abyssin
11. MAHÉ Albert	(25)	SEM à tous vents
12. RIMBERT Patrick	(24)	Cumulard de rien
13. ROBERT Alain	(24)	Bébé cadum
14. BRASSELET Pierre	(23)	Prévenu routier
15. GOURVENNEC Jocelyn	(21)	Kenavo
16. LOUISY André	(21)	Défiance cantonale
17. PAPON Monique	(21)	Née Cloquet
18. PELLEN Patrick	(21)	Nantes en Vendée !
19. FERRI Jean-Michel	(20)	Souteneur de gauche
20. MARESCHAL Patrick	(20)	Ex-fan des Sixties
21. FOUGERAT Jean-Pierre	(19)	Audubonaparte
22. LEBOSSÉ Jean-Claude	(19)	En orbite
23. HAROUSSEAU Jean-Luc	(18)	Toubib free
24. LEBEAUPIN Yanick	(18)	Ballotée
25. COTREL Patrick	(17)	Porte-serviette de Mireille Ferri
26. SEYSE Claude	(17)	Tient sa place, comme Louis
27. BERNIÉ Jean-Louis	(16)	Serial killer champêtre
28. DENIAUD Bernard	(16)	Merci d'être venu
29. GUIN Yannick	(16)	Soixante-huitarte
30. ROUXEL Jean	(16)	Poussière d'or
31. DANIEL Yves	(15)	Bienfaiteur de l'humanité
32. GASCAN Thierry	(15)	Microchef
33. MARTIN Xavier	(15)	Homme des bois
34. BARA Rachid	(14)	Crieur du cru
35. BRISSET Christian	(14)	Refondu
36. DECROIX Eric	(14)	Spormanique
37. DIAT Robert	(14)	L'ISF, c'est lui
38. LEMAIRE Guy	(14)	La Baule à zéro
39. LANDRAIN Edouard	(13)	Aéropolitcard
40. BEAUGÉ Stéphan	(12)	Ça, c'est quelqu'un
41. BELIN Marie-France	(12)	Arlette locale
42. BONTEMPS Gilles	(12)	Comme un iste
43. HUBERT Elisabeth	(12)	Laborantine
44. LEBOT Joachim	(12)	Martien du désert

CHAUFFE, HARCÈLE!

Un abbé très adultère à terre

De lourds soupçons pèsent sur une soutane légère.

Nantes a bien de la chance. Sans dépenser un denier, la ville bénéficie depuis un quart de siècle d'une promotion inespérée, grâce à l'abbé du même nom... L'abbé Georges de Nantes (un patronyme originaire de l'Isère), a fondé en 1970 la «Contre-réforme catholique», une secte nationaliste et catho ultra. L'abbé-gourou, destitué par l'Église en 1966, s'y montre fidèle à Pétain, Salazar, Franco et Hitler. Excusez du peu. Depuis les débuts des frasques du curé rebelle à Rome, une famille nantaise suit ses prêchi-préchas intégristes. Au point que l'abbé vient même séjourner trois fois au domicile de Patrick Collet, éminent administrateur judiciaire à Nantes, son épouse Hélène et de leurs mômes. Georges -qui a aujourd'hui 74 ans- tente de séduire la mère de famille, 24 ans de moins. Il téléphone quand le mari est absent, écrit des lettres enflammées où il se prend pour le Roi David et la considère comme son «épouse spirituelle et éternelle», signant ses bafouilles «Georges d'Hélène». Si Madame se prête au jeu, ces échanges épistolaires lui paraissent rétroactivement relever de l'adultère par

courriers. Lors de ces tournées de prêche en France, ou au sein de la «Communauté des petits frères et petites sœurs du sacré cœur», qui a son bastion à St-Parres-Lès-Vaudes dans l'Aube, il promet à sa protégée quelque chose de spécial pour la communion, et d'un doigt lascif, lui caresse ostensiblement les lèvres après lui avoir glissé l'hostie en bouche. Ambiance torride. Le bon abbé se dit «père et époux» de la dame dont l'âme est sous le charme. La chair résiste. Il la fait mander en tête à tête et la fixe dans les yeux. En s'approchant jusqu'à la toucher. Ouh la la ! Madame baisse les yeux, et sort, enflammée d'émotion sans succomber aux avances, «*mais il souhaitait que j'aie au devant de ses desirs en faisant le premier pas, en me livrant à lui comme je l'avais fait spirituellement*» dira-t-elle à la police en déposant plain-

te pour manipulation mentale et harcèlement sexuel. Le mari a aussi porté plainte, pour séquestration de sa fille Jeanne, 23 ans, sous la coupe du prêtre. Il tente aussi de faire placer sa fille sous tutelle, mais elle est majeure, et n'a ni revenus ni biens à protéger. Les parquets de Troyes et de Nantes doivent décider bientôt des suites et poursuites à donner à ces tentatives de mettre des bâtons dans les gourous.



ÇA LUI APPRENDRA

Un prof au piquet pour s'être intéressé à son boulot

Le prof principal a eu la mauvaise idée de faire un bouquin sur Schubert avec ses élèves. Il sera muté d'office à la rentrée prochaine.

Amélioration de la relation entre l'élève et le professeur, ouverture des établissements sur le monde extérieur, décroisement des disciplines : tels sont, à grands traits, les souhaits des lycéens exprimés au travers de l'enquête commandée récemment par le ministre de l'édu-

cation nationale. Pour avoir mis en œuvre avec un an d'avance ces principes simples, un prof de maths du lycée Camus à Nantes, Paul Dandelot, s'est vu infliger toute une série de brimades, et sera l'an prochain muté d'autorité. Son crime ? Avoir réalisé avec la

classe de 1^{er} S, dont il était le prof principal, un livre sur Schubert à l'occasion de la Folle journée 97 contre l'avis du proviseur, qui jugeait l'idée «trop ambitieuse». Les élèves n'ont pu, en conséquence, s'appuyer sur le foyer socio-éducatif pour mener à bien leur projet et ont dû se débrouiller seuls, pendant que leur professeur collectionnait les tracasseries administratives, dont une sévère inspection. Qu'importe, il a persévéré

et le bouquin est sorti, salué par la presse nantaise. «Monsieur Dandelot est un artiste de la mobilisation des médias» commente-t-on au cabinet du recteur. Sa mutation ? «Le fruit du hasard et des nominations». Le procès qui lui est fait ? «un pur fantasme». En d'autres termes : professeurs arrêtez tout de suite d'avoir des bonnes idées, au risque de devenir victimes de malencontreux hasards et, pour finir, paranoïaques.

ABONNEMENT

Nom _____ Prénom _____
 Adresse _____
 Ville _____
 Code postal _____
 Ab. Réab.



100F = 10 numéros

Chèque à «La lettre à Leuleu»
 B.P. 48603 - 44186 Nantes cedex 4

Ont œuvré à ce numéro :
 Emmanuel Boissinot, Didi, Philippe Dossal, Frap,
 Nicolas de La Casinière, Tang, Olivier Texier, Vesma
 Mise en page : Nathalie Brodin
 Directeur de publication : Eric Chalmel
 Producteur : Robert Cavalier
 N°ISSN : 1270-4911
 N°CPPAP : 77122AS
 Dépôt légal : à parution
 Merci à Double Mixte pour la mise en page
 Photogravure : Western Press Ltd
 Fabrication : Jacques Renaud
 La Lettre à Lulu est éditée à 2 300 exemplaires
 par l'imprimerie St-Aignan (Nantes) pour
 LA LETTRE A LEULEU Ass. 1901
 BP 48603 44186 Nantes cedex 4
 e-mail : luluzimail@calva.net

